COLETTE YSMAL

L'univers politique des militants RPR

On ne dispose pour connaître l'idéologie des militants et cadres du RPR que de données fragiles issues d'une enquête réalisée en novembre 1978 auprès des délégués à un congrès extraordinaire du mouvement consacré à la préparation des élections européennes de 1979 (1). D'une part la représentativité de ces délégués par rapport aux adhérents n'a pas pu être soumise à vérification. D'autre part, et plus important sans doute, la situation politique s'est considérablement modifiée en cinq années. Fin 1978, le RPR participait au pouvoir tout en entretenant avec ses partenaires de l'UDF des relations pour le moins conflictuelles ; aujourd'hui dans l'opposition, il ménage ses alliés de l'UDF et, au moins provisoirement, se déclare attaché à une stratégie d'union. Le renouvellement n'est pas que stratégique puisqu'il touche aussi certains thèmes idéologiques.

Les indications présentées ici sont donc une coupe dans le temps. Nous essaierons d'en dégager à la fois les traits permanents et ceux qui peuvent faire problème eu égard aux évolutions ultérieures du RPR.

Un rassemblement centriste

L'une des traditions les mieux enracinées au sein des partis se réclamant du gaullisme est le refus de l'étiquette conservatrice. Invités à se situer eux-mêmes et à placer leur parti sur une échelle en dix positions allant de l'extrême-gauche à l'extrême-droite, les délégués du RPR ne faillissent pas à cette tradition. Sans doute personne ne se situe vraiment très à gauche. Mais comme le montrent

(1) Cette enquête a été réalisée par Roland Cayrol et moi-même dans le cadre d'une recherche européenne effectuée sur la base d'un questionnaire commun auprès des congressistes des partis politiques dans les pays de la Communauté européenne. La direction scientifique était assurée par Roland Cayrol et Karlheinz Reif (Université de Mannheim, RFA).

les figures 1 et 2, les positions les plus à droite (9 et 10) ne sont pratiquement pas ou pas du tout utilisées. En revanche, 30 % des militants se disent du « centre-gauche » (3 et 4), 52 % du « centre » (5 et 6) et seulement 17 % du « centre-droit » (7 et 8). Cette impression d'un RPR rassemblement d'hommes de sensibilités diverses est confirmée au niveau du parti lui-même. Pour 60 % des délégués, leur mouvement se situe au « centre » ; 26 % le classent encore au « centre-gauche » alors qu'ils ne sont que 14 % à le voir comme un parti conservateur.

Situation sur l'axe gauche-droite (en %)

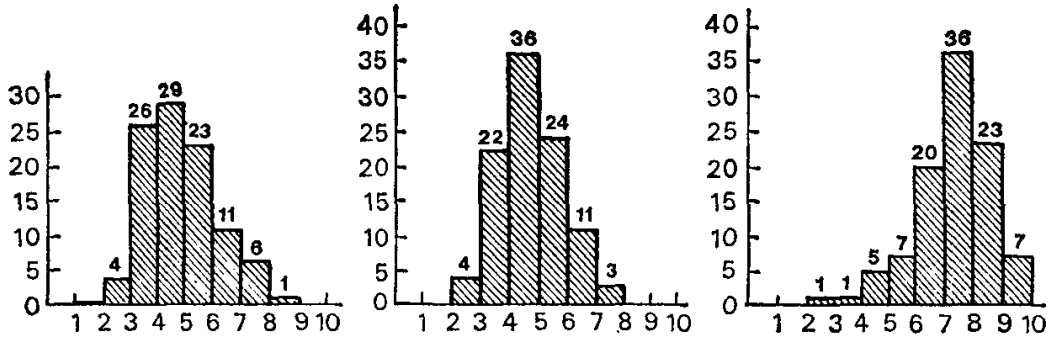

FIG. 1. — Eux-mêmes FIG. 2. — Le RPR FIG. 3. — L'UDF

En même temps, les délégués ont le sentiment de l'originalité de leur parti par rapport à leur partenaire giscardien. En effet (fig. 3) l'UDF, selon eux, représente la composante conservatrice de la majorité d'alors : 30 % la placent franchement à droite et 56 % au centre-droit. Seuls 12 % d'entre eux acceptent d'entériner l'étiquette centriste que, pourtant, réclame l'UDF.

Cette revendication d'une position centrale et somme toute spécifique sur l'échiquier politique se double, par ailleurs, d'un fort

TABLEAU. 1. — *Notes attribuées aux formations politiques* (en %)

	PC	PSU	PS	MRG	Parti rad.	CDS	PR	FN	PF
0 à 4	92	97	97	96	90	82	73	91	92
(dont 0)	(61)	(62)	(41)	(39)	(27)	(20)	(18)	(53)	(60)
5 à 7	7	2	3	3	10	17	25	6	4
8 à 10	1	1		1		1	2	3	4

rejet des autres formations politiques. Sans doute ne faut-il pas s'étonner que les partis de gauche ne suscitent aucune sympathie (2) au sein du RPR et que même une part importante des délégués leur accorde la note 0 (tableau 1) ; sans doute est-il normal que ceux-ci jugent sévèrement le Front national et le Parti des Forces nouvelles. Toutefois, les partenaires au sein du gouvernement d'alors soulèvent plus de réticences que de manifestations d'enthousiasme. Ce n'est pas un refus absolu puisque la note 0 est, ici, nettement minoritaire. Mais pratiquement personne ne donne au Parti radical, au CDS ou au Parti républicain des notes supérieures à 8, alors que l'énorme majorité leur accorde moins de la moyenne et entre 10 % et un quart des scores compris entre 5 et 7.

Ce qui frappe, c'est la cohésion du RPR dans la perception de ses alliés. Ni l'âge, ni la date d'adhésion au parti n'introduisent la moindre distinction. Quant à l'autopositionnement sur l'axe gauche-droite, il intervient beaucoup plus pour tempérer les jugements négatifs à l'endroit des partis de gauche et d'extrême-droite (3) que dans le cas des partis alliés. Le tableau 2 montre en effet que les

TABLEAU 2. — *Notes attribuées aux alliés et axe gauche-droite* (en %)

	Gauche	Centre	Droite
Notes attribuées au Parti radical			
0 à 4	91	89	94
(dont 0)	(31)	(19)	(29)
5 à 7	8	11	6
8 à 10	1		
Notes attribuées au CDS			
0 à 4	85	82	79
(dont 0)	(25)	(16)	(17)
5 à 7	13	18	21
8 à 10	2		
Notes attribuées au PR			
0 à 4	83	67	73
(dont 0)	(24)	(15)	(15)
5 à 7	13	31	27
8 à 10	4	1	

(2) La question était : « Pouvez-vous noter les partis suivants de 0 à 10 en fonction de la sympathie que vous avez pour eux ? »

(3) 44 % des délégués qui se disent le plus à gauche donnent 0 au PC, alors que 69 % de ceux qui se classent le plus à droite font de même ; pour le PSU les pourcentages sont respectivement de 55 et 56 % ; pour le PS de 28 et 61 %.

différenees d'appréciation entre ceux qui se situent le plus à gauche (positions 2, 3 et 4 de l'échelle), les « centristes » (5 et 6) et les plus conservateurs (7, 8, 9) sont, lorsqu'elles existent, faibles et peu significatives. De fait, les délégués RPR entérinent, en 1978, autant une situation d'antagonisme qu'ils ne portent un jugement sur les orientations politiques de leurs alliés. Ce qui amène à penser que peut-être, aujourd'hui, les choses ont quelque peu évolué, ou que, dans un meilleur climat, les jugements seraient moins réticents.

Les syndicats tenus en suspicion

Si on se tourne maintenant vers les organisations syndicales et professionnelles, on voit (tableau 3) que celles-ci suscitent, elles aussi, des réactions mitigées (4).

TABLEAU 3. — *Notes attribuées aux organisations syndicales* (en %)

	CGT	CFDT	FO	CFT-CSL	FNSEA	CNPF
0 à 4	98	97	40	52	32	47
(dont 0)	(69)	(53)	(3)	(12)	(3)	(5)
5 à 7	2	2	46	37	53	45
8 à 10		1	14	11	15	8

Les notes de sympathie élevées (8 à 10) sont un peu plus fréquentes que dans le cas des formations politiques, mais elles demeurent tout à fait minoritaires. Ceci est à mettre en relation avec le discours très antisyndical du RPR et avec le faible degré de syndicalisation des cadres du parti. Seuls, en effet, 42 % des salariés, 27 % des employeurs, 46 % des membres des professions libérales et 37 % des commerçants et artisans appartiennent à une organisation de défense de leurs intérêts.

Pourtant ici, des différences significatives apparaissent. C'est, sans surprise, la CGT qui est la plus massivement rejetée avec 69 % de note 0 ; suit la CFDT, ce qui indique que ce sont les syndicats de gauche et revendicatifs qui sont condamnés. Au « pamarès », viennent dans l'ordre la FNSEA, Force ouvrière, le CNPF et enfin la CFT-CSL. On connaît les liens du RPR avec le monde paysan et on remarquera que la FNSEA jouit de la sympathie de toutes les catégories sociales : 75 % des agriculteurs, 64 % des patrons de l'industrie et du com-

(4) La question est la même que pour les partis politiques.

merce, 73 % des membres des professions libérales, 66 % des cadres moyens et encore 53 % des ouvriers et employés lui accordent, en effet, une note égale ou supérieure à la moyenne.

Force ouvrière voit sans doute récompensés sa sagesse et son attachement aux négociations contractuelles. Comme pour la FNSEA, toutes les catégories socioprofessionnelles lui donnent des notes comprises entre 5 et 10, les patrons étant cependant plus modérés (53 %) que les cadres moyens ou supérieurs et surtout les ouvriers et les employés (82 % dont 35 % de notes entre 8 et 10). Il est vrai que les cadres et les employés sont majoritairement syndiqués (lorsqu'ils le sont) à FO.

Le sort réservé au syndicat patronal et à la CFT-CSL peut surprendre dans la mesure où les deux organisations suscitent un pourcentage important d'opinions négatives : 47 % de notes inférieures à la moyenne pour le CNPF, 52 % pour le syndicat ouvrier indépendant mais fortement marqué à droite. C'est que toutes deux divisent les militants RPR selon deux lignes de clivage. Comme le montre le tableau 4, la première est l'autoclassement sur l'axe gauche-droite. 56 % des délégués qui se classent à gauche ou au centre-gauche notent le CNPF entre 0 et 4, alors que seuls 38 % de ceux qui se jugent du centre-droit font de même. Dans le cas de la CFT-CSL, les pourcentages s'établissent respectivement à 64 % de notes inférieures à la moyenne chez les militants les plus à gauche contre 43 % chez ceux qui se placent le plus à droite.

TABLEAU 4. — *Notes attribuées au CNPF et à la CFT et axe gauche-droite* (en %)

	Centre-gauche	Centre	Centre-droit	Ensemble
CNPF				
0 à 4	56	46	38	47
5 à 7	38	54	38	45
8 à 10	6	4	24	8
CFT-CSL				
0 à 4	64	48	43	52
5 à 7	28	45	38	37
8 à 10	8	7	19	11

Le clivage selon les professions exercées par les délégués (tableau 5) est plus complexe et ne joue pas de la même manière pour le CNPF

et la CFT-CSL. Pour le premier, le rejet tend à devenir plus fort lorsque l'on passe des non-salariés aux salariés et à mesure surtout que l'on descend « l'échelle sociale » : 41 % de notes entre 0 et 4 chez les cadres supérieurs, 53 % chez les cadres moyens, 70 % chez les ouvriers et les employés qui sont, en outre, les seuls à ne pas accorder de très hautes notes. Pour la CFT-CSL, il y a au contraire une conjonction des refus entre les patrons (62 % de notes inférieures à la moyenne) et les employés et les ouvriers (73 %). Cela tendrait à prouver que pour les patrons la CFT-CSL reste une organisation syndicale alors que pour les catégories populaires elle n'est pas très recommandable. Il faut toutefois remarquer que chez ces dernières le syndicat indépendant soulève moins d'antipathie que la CGT ou la CFDT. Celles-ci se voient, en effet, notées de 0 à 4 par 94 et 100 % des délégués ouvriers ou employés (71 et 41 % de note 0, alors que la CFT-CSL n'en recueille que 20 %).

TABLEAU 5. — *Notes attribuées au CNPF et à la CFT-CSL et professions* (en %)

	Agriculteurs	Patrons	Professions libérales	Cadres supérieurs	Cadres moyens	Employés Ouvriers	Ensemble
CNPF							
0 à 4	28	38	42	41	53	70	47
5 à 7	36	50	48	55	39	30	45
8 à 10	36	12	10	4	8		8
CFT-CSL							
0 à 4	60	62	55	47	45	73	52
5 à 7	10	28	39	44	41	20	37
8 à 10	30	10	6	9	14	7	11

Une droite sociale et dirigiste

De fait, les militants et cadres du RPR s'affirment, dans leur perception du monde syndical, plus globalement conservateurs que réellement centristes. En est-il de même lorsqu'il s'agit des attitudes à l'égard d'un certain nombre d'options politiques ? La lecture du tableau 6 confirme la difficulté de classer le RPR ou la coexistence en son sein d'orientations diverses, dont certaines n'appartiennent pas spécifiquement à l'univers de la droite classique. C'est que les

délégués semblent se rattacher à certains traits spécifiques du gaullisme historique. D'un côté, ils manifestent en effet quelques orientations « sociales » puisque une majorité d'entre eux se déclarent tout à fait d'accord pour réduire les inégalités, qu'elles soient entre les régions (51 %), entre les hommes et les femmes (56 %) ou encore entre les revenus (50 %). D'un autre, ils ne répugnent pas à un certain « dirigisme » qui les éloigne du libéralisme traditionnel dont se réclame volontiers l'UDF. En effet, alors que 51 % des délégués UDF approuvent totalement la proposition de *réduire le contrôle public sur les entreprises privées*, ils ne sont que 34 % au RPR à partager la même opinion ; de même, 72 % des militants RPR sont tout à fait d'accord pour *contrôler plus activement les multinationales* alors qu'on n'en trouve que 30 % au sein de l'UDF (5).

TABLEAU 6. — *Perception des problèmes politiques* (en %)

Se déclarent tout à fait d'accord pour :	
— Réduire le contrôle public sur les entreprises privées	34
— Contrôler plus activement les multinationales	72
— Réduire les différences économiques régionales	51
— Réduire les différences de revenus	50
— Assurer l'égalité entre hommes et femmes	56
— Faire un plus gros effort pour protéger l'environnement	51
— Développer l'énergie nucléaire	79
— Donner aux femmes le droit de décider seules en matière d'avortement	35
— Combattre l'influence des super-puissances	76
— Accélérer le processus d'intégration européenne	9
— Sanctionner plus sévèrement les actes de terrorisme	90

La volonté d'aménager la société pour plus d'égalité ou l'acceptation d'un rôle économique de l'Etat qui différencient le RPR de l'UDF tiennent, en grande partie, à la présence au sein du mouvement d'un nombre important de délégués se situant eux-mêmes à gauche ou au centre-gauche. En effet, les clivages selon l'orientation idéologique sont ici tout à fait nets. Ainsi, si 20 % seulement des délégués se plaçant sur les positions 2, 3 et 4 de l'échelle gauche-droite sont tout à fait d'accord pour *réduire le contrôle public sur les entreprises privées*, le pourcentage atteint 45 % chez ceux qui se réclament de la droite (positions 7, 8 et 9) ; de même lorsqu'il s'agit de *contrôler*

(5) L'enquête a été réalisée lors du Ier Congrès de l'UDF en février 1979. Cf. Roland Cayrol, Colette Ysmal, L'UDF, une et diverse, *Le Monde*, 22 mars 1980.

plus activement les multinationales, 80 % des militants les plus à gauche approuvent totalement alors que ce n'est plus le cas que de 58 % de ceux qui se disent de droite ou du centre-droit. Enfin l'application dans les faits du principe de l'égalité des hommes et des femmes comme l'égalité des revenus suscite encore plus de faveur à gauche qu'à droite : 57 % des délégués contre 42 % pour la première proposition ; surtout 54 % contre 33 % pour le second.

Toutefois, la question de l'inégalité ou celle du contrôle de l'Etat sur les entreprises françaises et étrangères ne semblent pas urgentes pour les militants RPR. Invités à citer parmi 15 problèmes les 3 qui leur semblaient les plus importants, ils citent en priorité le chômage et l'inflation (6). L'inégalité des revenus n'apparaît qu'en cinquième position, relevée par seulement 19 % des délégués. Quant au contrôle sur les entreprises privées ou les multinationales, il n'est prioritaire que pour 6 et 8 % des militants, ce qui les place aux onzième et au huitième rang dans la hiérarchie des urgences (tableau 7).

TABLEAU 7. — *Importance accordée aux problèmes politiques* (en %)

Le chômage	91
L'inflation	71
L'énergie nucléaire	31
Le terrorisme	21
Les inégalités de revenus	19
L'influence des super-puissances	17
La protection de l'environnement	9
Le contrôle des multinationales	8
Les inégalités régionales	8
Les dépenses militaires	6
Le contrôle des entreprises privées	6
L'égalité des hommes et des femmes	5
L'intégration européenne	5
L'aide au Tiers Monde	2
La libéralisation de l'avortement	1

Le total est égal à 300, chaque délégué devant citer trois problèmes qui lui semblaient les plus importants.

Le refus du « libéralisme culturel »

Une seconde série de problèmes politiques proposés aux congressistes concernait des options liées soit à la qualité de la vie (la

(6) Notons, par ailleurs, que la lutte contre le chômage et l'inflation font pratiquement l'unanimité au sein du RPR. 97 % des délégués sont tout à fait d'accord pour *lutter contre le chômage* et 86 % pour *lutter contre l'inflation*.

protection de l'environnement, l'énergie nucléaire), soit à l'évolution des mœurs (l'avortement), soit enfin au développement de la violence (ici le terrorisme). A la lecture du tableau 6, on voit que les militants RPR sont, dans l'ensemble, assez peu ouverts aux nouvelles revendications et particulièrement répressifs. Une quasi-unanimité, en effet, se dégage (90 %) pour *sanctionner plus sévèrement les actes de terrorisme.* Cette unanimité fait qu'il n'y a pratiquement pas de distinctions entre les congressistes. Tous se reconnaissent dans « la loi et l'ordre » ou encore dans « sécurité et liberté ». Il est d'ailleurs notable que la question du terrorisme soit considérée comme la plus importante (tableau 7) par 21 % des délégués et apparaisse ainsi en quatrième position dans la hiérarchie des urgences, soit avant les problèmes sociaux que nous avons évoqués précédemment.

Quant aux revendications écologistes, elles suscitent pour le moins des réactions réservées et même contradictoires. Certes 51 % des congressistes sont tout à fait d'accord *pour faire un plus grand effort pour protéger l'environnement.* Toutefois, un pourcentage nettement plus élevé (79 %) approuvent pleinement le développement *de l'énergie nucléaire pour faire face à nos besoins futurs en énergie*, ce qui n'est pas toujours compatible avec la protection de l'environnement. Par ailleurs, le nucléaire leur apparaît considérablement plus important que l'environnement puisque le premier est cité par 31 % des militants et le second par 9 % seulement (tableau 7). Ni l'âge, ni le sexe, ni même la situation sur l'axe gauche-droite ne modifient ce classement ou le taux de personnes considérant ces problèmes comme fondamentaux. Il est vrai que dans son programme électoral pour les élections législatives de mars 1978, le RPR qualifiait le discours écologiste de *propos d'intellectuels irréalistes bavardant dans les salons* et proposait un recours massif au nucléaire pour assurer une croissance de l'ordre de 5 à 6 % par an (7). En somme les délégués ne font qu'assumer pleinement le programme de leur parti.

Enfin, on remarque l'hostilité des délégués RPR à la libéralisation de l'avortement bien que la loi ait été votée au parlement avec, il est vrai, le renfort des élus socialistes et communistes. Seuls 35 % d'entre eux approuvent tout à fait la proposition de *donner aux femmes le droit de décider seules en matière d'avortement* et 41 % y sont plutôt ou tout à fait opposés. Contrairement à ce qu'on pourrait penser, ce n'est affaire ni d'âge, ni d'orientation idéologique telle qu'elle se mesure par l'autoplacement sur l'axe gauche-droite.

(7) Cf. *Propositions pour la France*, p. 180 et sq.

Il y a tout d'abord un clivage entre les hommes et les femmes, ces dernières (45 % au lieu de 30 % chez les hommes) étant plus acquises, bien qu'elles restent minoritaires, à cette évolution. Ensuite, les délégués RPR demeurent marqués par leurs convictions religieuses (8). Seuls, en effet, ceux des militants qui sont sans religion sont très légèrement majoritaires (52 %) pour approuver, sans réserves, la libéralisation de l'avortement ; le taux tombe à 42 % chez les catholiques non pratiquants et à 23 % chez les catholiques pratiquants.

Un nationalisme certain

Le dernier trait qui caractérise profondément le RPR est la persistance, en son sein, d'une orientation nationaliste dont l'origine remonte très vraisemblablement à la pensée et à l'action du général de Gaulle. On voit, en effet, que 76 % des militants sont tout à fait d'accord pour *combattre l'influence des super-puissances* (tableau 6) et que le problème des relations entre la France et les deux Grands apparaît important à 17 % des délégués interrogés (tableau 7), ce qui le place en 6e position. De plus, ces positions sont partagées par l'ensemble du RPR dans la mesure où il n'y a, entre les délégués aucun clivage selon l'âge, le sexe ou l'orientation politique personnelle. De plus, les militants RPR ne sont pas très ouverts aux peuples étrangers. Invités à dire s'ils se *sentent proches des peuples de différents pays*, ils sont constamment très peu nombreux à se déclarer « très proches » des populations de la planète (tableau 8). Certes interviennent des motivations idéologiques liées au refus de certains systèmes politiques : l'URSS et la Chine par exemple. Toutefois, le peuple américain n'est très proche que de 6 % des délégués. Quant aux peuples européens, ils ne suscitent que très peu de sympathie, qu'ils appartiennent à l'Europe du Sud (Italie, Espagne, Portugal, Grèce), à l'Europe du Nord (Danemark, Pays-Bas, Allemagne) ou au monde anglo-saxon (Angleterre et Irlande). Seules les populations du Luxembourg et de la Belgique sont un peu mieux appréciées. Est-ce parce que ce sont les deux pays les plus petits et les moins puissants économiquement et politiquement en Europe ? La comparaison établie avec l'UDF permet de réfuter l'idée qu'il ne s'agit après tout que de la « xénophobie » propre à la droite française ou plus généralement, d'ailleurs, à la France. En effet, l'UDF semble beaucoup plus ouverte aux peuples étrangers que le RPR.

(8) 42 % des délégués se disent catholiques pratiquants, 46 % catholiques non pratiquants, 9 % sans religion et 3 % protestants ou israélites.

TABLEAU 8. — *Degré de sympathie à l'égard des peuples étrangers* (en %)

	RPR	UDF
Se disent très proches du peuple :		
italien	18	26
allemand	15	30
anglais	9	20
irlandais	12	14
belge	36	48
luxembourgeois	27	38
hollandais	10	18
danois	7	10
suisse	16	29
américain	6	14
russe	1	3
chinois	2	3
grec	5	11
espagnol	13	26
portugais	7	16

Ce sentiment d'une identité française et cette volonté de défendre la patrie fondent l'hostilité des délégués RPR à la construction européenne. Comme le montre le tableau 6, seuls 9 % des militants sont tout à fait d'accord *pour accélérer le processus d'intégration européenne*, alors que 70 % des délégués UDF sont dans le même cas (19). Fidèles à la position de leur parti qui, engagé dans la compétition pour les élections européennes, intitulait sa liste « Défense des intérêts de la France en Europe », ils ne sont pas absolument opposés à une unification européenne. Mais ils refusent que la France se fonde dans un vaste ensemble où elle risquerait de perdre son identité et de voir sa politique dictée par d'autres (tableau 9).

TABLEAU 9. — *Attitudes à l'égard de l'unification européenne* (en %)

	RPR	UDF
Opposé	10	3
Coopération des gouvernements nationaux	22	7
Confédération	66	45
Etat fédéral	1	35
Etat européen		10
Autres	1	

(9) Précisons que 39 % sont « plutôt d'accord » et 53 % « plutôt pas ou pas du tout d'accord ».

C'est ainsi que 22 % des délégués sont partisans du *statu quo*, c'est-à-dire d'une Europe strictement limitée à la coopération et aux consultations entre les gouvernements nationaux. Quant aux évolutions ultérieures vers une Europe plus unie, il est clair que le RPR n'accepte qu'une *confédération dans laquelle chaque gouvernement national doit approuver chaque décision prise au niveau européen.* Les solutions qui mettraient hors circuit le pouvoir politique français — Fédération et *a fortiori* Etat européen unique — sont unanimement rejetées. On constate, par ailleurs, la différence entre le RPR et l'UDF où les militants, très majoritairement acquis à une marche vers l'intégration européenne, se divisent à égalité (45 %) entre la solution confédérale et la constitution d'un Etat européen fédéral ou unique.

TABLEAU 10. — *Attitudes à l'égard de l'Europe* (en %)

Indice de faveur pour l'Europe		*Attitude à l'égard des transferts de souveraineté*	
0	27	Très hostiles	51
1	30	Hostiles	31
2	27	Réservés	13
3	12	Favorables	4
4	4	Très favorables	1
5			

Cette extrême réserve à l'égard de l'union européenne s'accompagne d'un refus des « symboles » ou des décisions impliquant des risques pour la France. Ainsi 11 % des délégués RPR sont tout à fait prêts à *consentir à des sacrifices — comme payer un peu plus d'impôts — pour aider à l'unification de l'Europe* ; 79 % n'acceptent pas *de faire flotter au-dessus du drapeau français un drapeau européen* ; 77 % refusent que *le président de la Commission européenne soit élu par l'Assemblée des Communautés* et 52 % sont défavorables à *l'élection au suffrage universel de l'Assemblée européenne*, élection qui se déroulera en juin 1979. Toutes ces attitudes sont extrêmement cohérentes. Si bien qu'à partir de ces cinq thèmes on peut construire un indice de « faveur pour l'Europe » qui variera de 0 à 5 et qui résumera l'attitude globale des militants RPR face à l'Europe (10). Comme on

(10) Cet indice est construit à partir des items suivants :
— Unification européenne : Etat fédéral et Etat européen ;
— Election au suffrage universel de l'Assemblée : oui ;
— Election de la Commission : oui ;
— Sacrifices pour une Europe : oui ;
— Drapeau : oui.

le voit à la lecture du tableau 10, le RPR est très homogène dans un non-européanisme de combat. Aucun délégué n'a la note maximale, seuls 16 % ont 3 et 4 « indices » d'acceptation de l'Europe ; en revanche, 27 % d'entre eux répondent négativement à toutes les questions (note 0) et 30 % acceptent un seul des items pro-européens.

L'un des thèmes constamment défendus par le RPR dans les années 1978-1979 était le risque que faisait peser sur la souveraineté française, l'élection au suffrage universel d'un Parlement qui, nécessairement, revendiquerait des pouvoirs étendus et se transformerait en une instance supranationale. C'est pourquoi nous les avons interrogés sur la question des transferts de souveraineté en leur demandant si les quinze problèmes politiques qu'ils avaient à classer par ordre d'importance (cf. tableau 7) devaient être traités au niveau régional, à celui de la nation ou à celui de l'Europe. Pour résumer les réponses, nous avons construit un indice pouvant varier de 0 à 15, 0 indiquant que les militants n'ont jamais cité le niveau européen et 15 qu'ils l'ont toujours retenu. Une nouvelle fois, le RPR est presque unanimement opposé à ce que les problèmes politiques retenus trouvent éventuellement leur solution en dehors du cadre national (tableau 10). 51 % y sont très hostiles dans la mesure où ils ont la « note 0 » ; 31 % y sont hostiles (notes 1 à 4) et 13 % sont encore fort réservés (notes 5, 6 et 7). Seuls 5 % d'entre les délégués y sont favorables (notes 8 à 10) ou très favorables (notes supérieures à 10).

Etant donné le caractère massif de l'attitude antieuropéenne des militants RPR, il ne peut guère y avoir de différences selon l'âge des militants ou leur appartenance idéologique. Cela indique que, si on peut qualifier le nationalisme du RPR de réflexe un peu « archéo » ou vieillot, toutes les générations participent de ce réflexe, quels que soient par ailleurs les événements historiques liés à l'histoire du gaullisme (la guerre, la libération, la lutte contre la CED, la politique du général de Gaulle après 1958...) qu'elles aient directement vécus. Cette attitude très hostile à l'Europe pose, cependant, un problème aujourd'hui après les déclarations de Jacques Chirac devant le Comité central du RPR du 12 juin 1983, demandant une « relance de la construction européenne » et la mise en œuvre de politiques communes dans des domaines jusqu'à aujourd'hui « réservés » : la diplomatie ou la défense. On peut, en effet, se demander si les militants RPR suivent complètement leurs dirigeants, ce qui impliquerait un réaménagement important de l'idéologie de la masse des cadres actifs du parti. A moins que les militants ne contraignent leurs dirigeants à tempérer leur nouvelle foi européenne dont il ne faut, d'ailleurs, pas sous-estimer le caractère tactique.

Sous réserve des évolutions qui se sont produites depuis 1979 et surtout depuis que le RPR est dans l'opposition, on peut dire que le RPR représente bien, au niveau idéologique une tendance originale au sein de la droite française, tendance qui, en outre, s'insère assez profondément dans la tradition gaulliste : mépris des partis et des organisations, orientation « sociale » et dirigiste en matière économique et sociale. conservatisme dans le domaine des mœurs, nationalisme enfin. Cela explique ses relations difficiles avec l'UDF surtout si on retient que les militants RPR ont le sentiment d'être différents et beaucoup moins conservateurs que leurs alliés giscardiens. Cela permet aussi de s'interroger sur la profondeur, sinon des alliances actuelles, du moins des tentatives menées par Jacques Chirac pour effacer les contradictions au sein de la droite.

Colette YSMAL. — **The political world of the RPR's party workers.**

When asked to place themselves in the political spectrum RPR's militants refuse to see themselves as right wing. Equally, they see their party as much less conservative than the UDF. A study of the ideology of these militants does indeed show that the RPR represents a special form of right wing ideology, still strongly influenced by gaullism. Hostile to the left of course, at the same time they are, typically, preoccupied by social questions, dirigist, authoritarian and nationalistic.

RÉSUMÉ. — *Invités à se placer eux-mêmes sur l'axe gauche-droite, les militants RPR refusent de se classer à droite. De même ils jugent que leur parti est beaucoup moins conservateur que l'UDF. L'étude de l'idéologie de ces militants montre qu'effectivement le RPR représente une forme particulière de l'idéologie de droite, encore très marquée par le gaullisme. Hostilité à la gauche bien sur mais en même temps, préoccupations sociales, dirigisme, autoritarisme et nationalisme.*